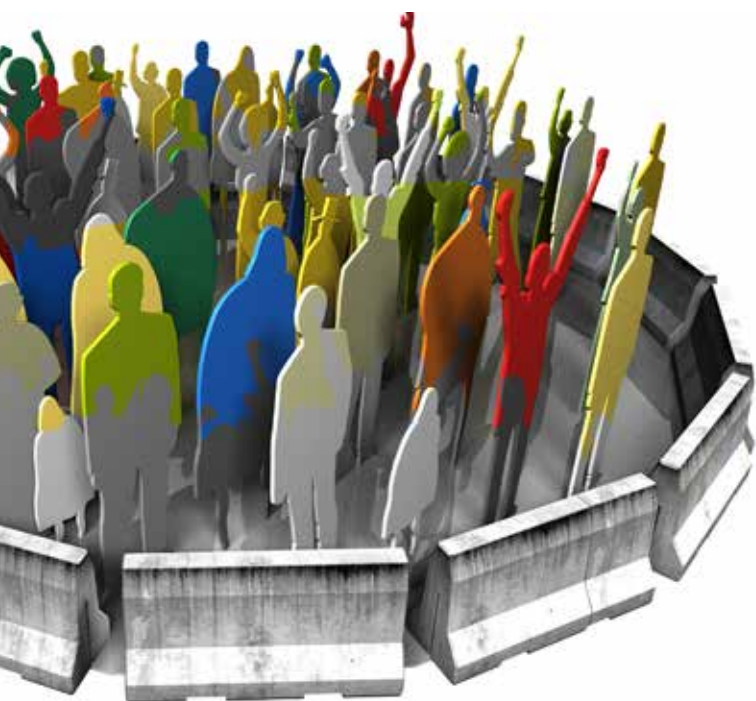


Domenico Beneventi
Roxanne Rimstead
Simon Harel

La lutte pour l'espace

ville, performance et culture d'en bas



COLLECTION
Inter@cultures



**La lutte pour l'espace :
ville, performance,
et culture d'en bas**

La lutte pour l'espace : ville, performance, et culture d'en bas

Sous la direction de

DOMENICO A. BENEVENTI

ROXANNE RIMSTEAD

SIMON HAREL



Presses de
l'Université Laval

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année du Conseil des arts du Canada et de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

Financé par le gouvernement du Canada
Funded by the Government of Canada



Mise en page : In Situ

Illustration et maquette de couverture : Boris Chukhovich

© Presses de l'Université Laval. Tous droits réservés.
Dépôt légal 2^e trimestre 2017

ISBN 978-2-7637-3375-3
PDF 9782763733760

Les Presses de l'Université Laval
www.pulaval.com

Toute reproduction ou diffusion en tout ou en partie de ce livre par quelque moyen que ce soit est interdite sans l'autorisation écrite des Presses de l'Université Laval.

Table des matières

Remerciements	XI
AVANT-PROPOS	
Droit de cité: espaces nationaux et corps du conflit	1
SIMON HAREL	
INTRODUCTION	
L'interrogation du conflit spatialisé	11
ROXANNE RIMSTEAD ET DOMENICO A. BENEVENTI	
I	
PERCEPTIONS CONFLICTUELLES DES ESPACES URBAINS	
CHAPITRE 1	
Montréal en marge: le boulevard Saint-Laurent revisité	29
SHERRY SIMON	
CHAPITRE 2	
De la <i>Main</i> au Quartier des spectacles: les lieux précaires du Montréal festif	41
SIMON HAREL	
CHAPITRE 3	
<i>Slumming</i> : les implications éthiques et épistémologiques de surveiller l'Autre dans le milieu urbain	65
ROXANNE RIMSTEAD	
CHAPITRE 4	
Intimité protégée ou socialité dysphorique: l'ambivalence des espaces clos	85
AMARYLL CHANADY	

II

LA PERFORMANCE DES ESPACES CONTESTÉS

CHAPITRE 5	
Indisciplinés et inaperçus : spectateurs d'en dessous et le théâtre dans le Canada du 19^e siècle	103
ALAN FILEWOD	
CHAPITRE 6	
Espaces contestés dans le théâtre franco-canadien	129
NICOLE CÔTÉ	
CHAPITRE 7	
<i>Cross-border shopping</i>: déplacement référentiel dans les œuvres américaines traduites par Michel Tremblay	145
LOUISE LADOUCEUR	
CHAPITRE 8	
Anglo Gaze : modèles de liminalité assumée et de parallaxe dans le théâtre anglo-québécois	159
LOUIS PATRICK LEROUX	

III

LES CONTRE-RÉCITS

CHAPITRE 9	
Trajectoires diverses : histoires en dialogue	179
IVETE WALTY	
CHAPITRE 10	
Norman Bethune et les espaces contestés de la mémoire publique canadienne	197
CANDIDA RIFKIND	
CHAPITRE 11	
Contre-récits, l'économisme et le retour du refoulé	225
CRAIG IRELAND	
EN COLLABORATION AVEC DAVID CARVOUNAS	

IV
LA CULTURE D'EN BAS :
ESPACE VÉCU ET ESPACE IMAGINAIRE

CHAPITRE 12	
Exposés: les itinérants dans les œuvres de fiction récentes au Canada.	251
DOMENICO A. BENEVENTI	
CHAPITRE 13	
Filles de rue: s'approprier l'espace, s'approprier soi-même	273
ISABELLE BOISCLAIR	
CHAPITRE 14	
Les leçons du cyclone Katrina	289
a. Christiane Charlemaine – Témoignage de l'espace contesté	289
b. Jean Ait Belkhir – Race, genre, et classe pendant et après Katrina. .	307
CHAPITRE 15	
La ville: milieu de vie ou non-espace pour les enfants?	319
SANDRA BREUX ET JUAN TORRES	

V
L'ESPACE DE LA MÉMOIRE

CHAPITRE 16	
<i>Johnny Bungalow. Chronique québécoise, 1937-1963</i>	
de Paul Villeneuve. À la recherche de l'épopée prolétarienne	335
BEN-ZION SHEK	
CHAPITRE 17	
L'espace pour souvenir.	341
a. Mary Jean Green – Ben-Zion Shek : une présence dans le monde. .	341
b. Patricia Smart – Souvenirs de Ben.	343
Biographies des auteur(e)s.	345

Remerciements

Les directeurs voudraient remercier toutes les personnes qui ont contribué à cet ouvrage. Les remerciements vont également à l'endroit de tous les érudits, les universitaires, les étudiants aux cycles supérieurs, les groupes activistes et communautaires qui ont participé à des colloques, à des cycles de conférences et à des groupes de recherche ayant donné naissance à cette étude avant-gardiste. De même, nous aimerions exprimer notre gratitude au Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), au Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC), à l'Université de Sherbrooke et au Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT-UQAM) pour leur soutien financier dans l'organisation de plusieurs conférences et projets collaboratifs, notamment un colloque international bilingue intitulé *Contested Spaces / Espaces contestés* (2009, Université de Sherbrooke) qui a été organisé par Beneventi et Rimstead et subventionné par le CRSH. En effet, plus de 40 érudits ont relu l'espace dans des classiques littéraires, des voix émergentes et de la culture populaire dont la photographie, les manifestations, les performances de rue et les actes de mémoire. En outre, Beneventi a organisé des sessions plénières dans le cadre des colloques (2010) de l'Association des littératures canadiennes et québécoise (ALCQ) et de l'Association canadienne de littérature comparée (ACLIC) portant sur « L'exclusion spatiale dans les littératures canadiennes et québécoises ». De plus, il a organisé une série de conférences bilingues au centre de recherche du CELAT à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Des recherches supplémentaires ont été réalisées dans le cadre d'événements collaboratifs récents et de textes sollicités de spécialistes dans la littérature et culture canadiennes et

québécoises. D'autres formes de collaboration ont nourri cette étude détaillée de l'espace, y compris une collaboration entre des érudits littéraires au Canada et à l'international tels que certains collègues au Brésil, en Turquie, à La Nouvelle-Orléans et en France. Aussi, nous apprécions toute collaboration avec des activistes locaux et des projets communautaires portant sur le rétablissement, la mémoire culturelle et la protestation (ATSA – Action terroriste socialement acceptable, le CRIP – Centre de recherche en imagerie populaire / Research Center in Popular Images à l'UQAM et l'Autre Montréal). En outre, nous tenons à souligner l'importance de la contribution des organismes communautaires, car ils sont en première ligne dans la lutte à rendre visible ce dont les forces sociales hégémoniques, les politiques économiques néolibérales et les discours d'exclusion tentent de cacher. Enfin, nous remercions nos traductrices douées et minutieuses, Catherine Browne et Natacha Dagenais qui a fait les corrections du français et de la documentation, ainsi que les auteurs qui ont eux-mêmes traduit leur texte pour l'inclure dans cet ouvrage, Amaryll Chanady, Craig Ireland et Sherry Simon.

AVANT-PROPOS

Droit de cité : espaces nationaux et corps du conflit

SIMON HAREL

Université de Montréal

Nous avons voulu mettre en relief dans ce volume, des recherches qui sont, la plupart du temps, sous-évaluées, sinon carrément ignorées. Il sera donc question dans ce livre des formes d'inégalité croissante qui apparaissent dans le monde contemporain. Les espaces contestés, cela renvoie à la manière dont un sujet se voit entravé dans sa liberté de mouvement (on peut penser à cet égard à la Place Émilie-Gamelin à Montréal), dans la mesure où celui-là, s'il est un itinérant, contrevient aux définitions normatives du lieu pour lequel l'expulsion s'avère la seule solution proposée par les forces policières. Ainsi, les espaces contestés font référence à des luttes tout aussi bien réelles que symboliques, comme ce fut le cas au cours des années 90 à l'occasion du sommet de Seattle, puis, lors du sommet des Amériques à Québec en 2001. Dans cette perspective, il faut envisager ces espaces contestés sous la forme de contre-récits qui permettent l'énonciation de stratégies discursives qui s'opposent aux prescriptions, aux mises en discours.

À cet égard, nous faisons valoir dans ce volume un esprit de dissidence qui correspond à des recherches significatives dans le monde des lettres. Bien sûr, notre réflexion n'est pas nouvelle. Au cours des années 50 et 60, sous les effets des luttes de décolonisation, puis de la radicalisation de la pensée politique d'après-guerre, particulièrement en France, les études marxistes, sous la direction de Louis Althusser, ont pu représenter, non pas tant une alternative qu'une façon de concevoir le monde, à la manière de sites de production, de lieux d'exploitation, dans lesquels l'assujettissement, l'asservissement devenaient de nouvelles expressions

de l'aliénation. De Sartre à Camus, tous ces chercheurs et ces militants ont représenté non pas tant une vision du monde qu'une autre manière de dire et de voir ce monde, ce qui impliquait de réfléchir avec sérieux sur ces modalités de l'engagement politique qui ne peuvent, d'aucune manière, correspondre à ce qu'il est devenu habituel de nommer, avec tant de facilité, le rôle de l'intellectuel public.

Ainsi, les espaces contestés représentent un lieu de résistance dans le domaine de la vie publique. De façon systématique, la presse écrite et électronique se donne pour objectif d'amplifier le tohu-bohu des chroniqueurs, journalistes et blogueurs, qui s'activent par le biais des réseaux sociaux et qui accentuent un bavardage que nous refusons d'accréditer. Pour nous, l'espace public ne se réduit pas à la consommation frénétique d'une vie réduite au commerce. Mais que veut dire au juste l'expression d'espaces contestés de la culture ? De David Harvey à Michel de Certeau, sans oublier Normand Baillargeon au Québec, les exemples sont nombreux d'actes de résistance qui voient le jour, bien souvent au cœur de l'université.

En effet, l'université, telle qu'on la décrit souvent, s'avère un havre, un refuge dans lequel les penseurs, professeurs et étudiants sont en mesure, sans craindre de représailles, de se consacrer à l'activité de la Pensée. Cependant, l'université représente également un lieu d'élection pour lequel les expressions de la transcendance, de l'élévation ont droit de cité. Si l'on s'en tient à la perception commune de l'espace public, il paraît clair que l'université, au prix de contradictions que nous ne pourrions qu'esquisser, est à la fois un lieu enclos, un espace fermé sur lui-même, de même qu'elle représente l'une des formes plausibles de l'espace public : un lieu dans lequel la société tout entière peut, sinon se révéler elle-même, du moins accepter de discuter les conditions sociales de son existence.

Or, l'université elle-même, en son élévation, est aujourd'hui discréditée, comme si elle avait accepté, au nom de quel pacte ?, une marchandisation de plus en plus nette du savoir qu'elle consacre, à des fins d'efficacité et de pragmatisme, à l'exercice d'une rentabilité, d'une plus-value, ce qui, dans les faits, représente une forme d'espace contesté puisque le savoir s'y réduit à sa forme la plus pratique. En effet, les récits d'espace (Michel de Certeau, 1990) que nous décrivons dans ce volume représentent la plupart du temps des antagonismes, des affrontements qui mettent en relief, au cœur de l'espace public, le droit d'être le plus vital.

Il aura suffi d'un ouragan à La Nouvelle-Orléans, Katrina, d'une ville en proie à de formidables forces destructrices qui proviennent de l'impétuosité de la nature, mais aussi du délabrement des infrastructures municipales et gouvernementales, pour que la vie s'interrompe, qu'une université soit, d'une certaine manière, rayée de la carte. À la lecture de Jean Belkhir et de Christiane Charlemaine, c'est le portrait de cette université mobile, sous la forme de dizaine de roulottes plantées sur les lieux d'un campus boueux, qui tient lieu, non pas tant de l'affirmation glorieuse d'un savoir, que d'une désillusion, d'un sentiment de déprime bien réel, comme si le savoir, au même titre que la nourriture, l'eau que l'on boit, s'avérait une denrée rarissime. Dans cette description de la Southern University of New Orleans, c'est l'inégalité de classe qui prévaut.

Les espaces contestés sous-entendent une lutte, un combat. Ce sont des lieux que l'on habite, d'où l'on voudrait sans doute nous expulser. Dans ce volume collectif, les figures de la pauvreté, de la dépossession, de l'exclusion et de la mise au ban sont explorées. La charité est une figure moralisatrice qui entend réparer la pauvreté. Elle prend la forme d'une compassion qui évoque les formes discutables de l'accueil de l'Autre et de l'empathie, ces affects d'autant plus prégnants qu'ils reposent sur l'idée d'un sauvetage individuel. Si le pauvre est «seul», sans communauté, faut-il le ramener à une vie normale, paisible? Les chercheurs qui ont soumis une contribution dans ce volume collectif ont voulu échapper aux discours moralisateurs que représente, par exemple, la bienveillance mise en valeur à l'instant.

De même que les espaces contestés semblent à première vue évoquer la métaphore de l'opposition, du retranchement, les images du conflit qui surgissent de la fébrilité de nos imaginaires traduisent la volonté de s'en prendre à l'autre, de l'interdire de parole, de faire preuve d'un esprit dans lequel la dispute est à l'avant-scène. C'est oublier si, l'on s'en tient aux aspects les plus anciens de la rhétorique (une discipline qui a contribué aux théories de l'argumentation dans le domaine littéraire), que le débat public n'échappe pas à l'échange des idées. Notre ouvrage se veut donc dans le domaine des sciences humaines, des arts et des lettres, un propos qui envisage, sous l'aspect d'une contestation, la manière dont nous habitons des lieux qui représentent un espace conflictuel.

Ce conflit n'a rien à voir cependant avec un esprit cynique, désabusé, comme s'il n'y avait, au sujet du monde dans lequel nous vivons, que le constat amer d'une défaite. Cette attitude représente une forme de nihilisme dont le postmodernisme, sous son aspect le plus banal,

représente l'aspect concluant. Nous préférons soumettre le principe de l'engagement public qui indique, de la part des auteurs de ce volume, plus qu'une expression à la mode, une volonté d'échapper au sentiment d'inutilité, que l'on observe souvent chez les universitaires, mais avec plus de conviction, la certitude que l'université, pour laquelle nous vivons, ne peut se contenter de faire office de forteresse imprenable.

L'université est souvent l'évocation d'un monde enclos, à l'abri dans ses forteresses et ses tourelles, ce qui représente l'idéal monastique de la vie intellectuelle, comme si cette dernière était détachée de toute forme de vie pratique. Si nous faisons référence à la notion d'espaces contestés, c'est que nous ressentons, en témoigne cet ouvrage collectif, le sentiment d'être trop souvent des observateurs au lieu d'intervenir comme des penseurs impliqués devraient le faire. Nous nous contentons d'être des passants, des êtres pour lesquels le transit, le passage des idées représentent somme toute la seule façon de vivre.

S'il fallait s'en tenir à ce point de vue, la comparaison de la réflexion théorique et de l'engagement public, nous devrions convenir que ce volume est un exercice conceptuel. En d'autres termes, notre contribution, à titre d'intellectuel, ressemble souvent à une *disputatio*, une altercation de rhéteurs qui, pour avoir l'habitude d'utiliser les mots, se contentent d'être les serviteurs de ces derniers, de s'emporter pour un oui ou pour un non dans le domaine du langage.

Le milieu des affaires veut des têtes bien formées, certes instruites, mais qui ne posent pas trop de questions. Les gouvernements et les agences de certification de toutes sortes, dans le domaine du « calcul » du « progrès intellectuel » d'une collectivité ou d'une nation, veulent s'assurer que les universités contribuent, à leur mesure, à la marche de ce que l'on appellera ironiquement le produit intérieur brut du Savoie. Quant aux professeurs, ils sont déchirés, dans la mesure où, s'ils ne choisissent pas la voie royale des demandes de subvention et des concours, ils pressentent qu'ils se retrouveront tôt ou tard oubliés. Car le monde universitaire va vite. Plus que jamais, il s'affaire à créer de toutes pièces une atmosphère frénétique dans laquelle le savoir, moins que l'objet d'une interrogation, s'avère un combat répété.

Le projet de rédiger un volume collectif sur les espaces contestés de la culture n'est pas une chose simple. Avec ce livre qui traite des espaces contestés de la culture d'en bas, il nous a fallu tenter de réconcilier les univers en partie disjoints de la culture élitiste : l'université à la fois admirée et honnie ; et la culture d'en bas qui relève, si nous adoptons

une métaphore spatiale, de l'univers des soubassements, des lieux dans lesquels peu d'entre nous aiment nous engager. Il paraît que les universitaires aiment la lumière que l'on associe souvent à la connaissance, alors que la nuit, l'atmosphère glauque des ghettos, des quartiers pauvres, au cœur des villes, ne suscite chez les intellectuels que la peur et le désarroi. L'université est toujours située dans des campus verdoyants, sur les sommets.

Sous les coups de boutoir de mai 68 et du récent « Printemps érable, » nous constatons que les espaces normatifs de l'enseignement prennent la forme de lieux qui affichent avec orgueil la verticalité d'un savoir, ce qui, de la part des sujets d'en bas, suscite une grande colère, la perception d'une illégitimité. Ces sujets, que l'on dit appartenir à la culture d'en bas gravissent marche après marche, comme s'il s'agissait d'une escalade infinie, les paliers de l'ascension sociale, celle que promet par exemple l'éducation sous sa forme néolibérale.

Du côté de l'assiégeant, il faut entrevoir un combat qui a pour nom, selon les époques, l'accès à l'éducation, au savoir. On peut imaginer que cette ascension va de soi. Pourtant, l'éducation a fait l'objet depuis longtemps d'une privatisation en douce. On mesure la valeur de l'éducation, non pas tant sous la forme d'un savoir, tel qu'il est représenté dans une logique humaniste en voie de disparition, mais par le biais d'adjonctions le plus souvent défailtantes. Le savoir est dès lors composé de pièces détachées, il est un agencement. Alors que l'éducation devrait être l'épine dorsale d'une vie, elle se résume à une comptabilité, à un exercice disgracieux.

Le point de vue de l'assiégé requiert la défense de privilèges sur lesquels il faut tabler pour continuer à exercer, à l'encontre du point de vue que nous défendons, une logique de domination, de pouvoir sans partage. Celui qui se voit tel un assiégé vit dans son domaine, au haut d'une tour (celle de l'université?), dans un univers qu'il associe à la raison, comme s'il lui était impensable de descendre, d'aller en bas, de se mêler à la vie commune. Cette logique de pouvoir coïncide peu avec l'utopie d'une éducation adaptée aux besoins de communautés minoritaires, aux formes et aux pratiques du pluralisme, à l'expression d'une démocratie éducative ouverte à la différence. Alors que ces maîtres mots ont l'heur de plaire depuis quelques décennies, dans la mesure où l'éducation est associée aux expressions souvent mièvres d'une ouverture au monde, une émancipation du sujet au nom de ce que certains nomment une agentivité, il importe de faire de l'éducation la plateforme des espaces contestés que nous avons à l'esprit.

En d'autres termes, l'université, à titre de topographie en un territoire, puis d'inscription institutionnelle dans le monde de la Cité, ne peut plus se contenter d'être distante, comme si elle faisait l'économie de sa propre position dans un univers qui requiert l'abolition des privilèges, des inégalités de richesse, de naissance et de classe.

Dans le domaine des arts et des lettres, la recherche universitaire a mis l'accent, depuis plusieurs décennies, sur les formes d'une réflexion culturelle qui promeut l'idée d'un régime de la communication généralisée à l'ère de la déferlante numérique. L'étude de la dévaluation des inégalités de classe, des mises en récit de la pauvreté et de la précarité n'est pas à la mode. Alors que nous nous interrogeons benoîtement sur l'hybridité culturelle des univers diasporiques, les expulsions de sujets « sans droit » prévalent aux frontières de la Nation. La mosaïque culturelle canadienne est devenue une marque de commerce dépréciée. Quant au pluralisme culturel propre au Québec, il n'échappe pas à la perception ravivée d'un malaise depuis l'affaire de la Charte des valeurs dites québécoises.

Au sujet du Canada cette fois, contentons-nous de rejeter la suffisance souveraine d'une puissance de taille moyenne, qui, à défaut d'avoir les moyens d'une politique culturelle substantielle, se contente de percevoir dans tout créateur un « ennemi » en puissance. Il est fréquent et dommageable, si l'on vit au Québec, d'adopter sans nuance un point de vue qui dénigre au nom de cette société distincte que le Québec représenterait toute culture canadienne autonome, méritoire et digne d'étude. Voilà une indifférence qui nous indispose au plus haut point. Que le gouvernement canadien actuel fasse preuve d'une médiocrité constante dans le domaine de la culture ne surprendra personne. Cependant, cette condamnation peut se transformer en vanité provinciale comme si la culture ne pouvait exister que sur les anciens territoires de la Nouvelle-France. Conséquence de cette attitude, « Nous » serions des sujets élus, les entrepreneurs d'une culture qui, sous sa forme bien nostalgique, proviendrait du continent européen.

Sur ces enjeux, le Québec et le Canada anglais semblent s'opposer. Dans cette manière de faire intervenir l'expression du « Nous » des Origines, on observe de façon insidieuse la persistance d'une logique territoriale inavouée. À ce sujet, il faut parler d'une volonté d'associer tout constat qui relève d'inégalités sociales, d'exploitation, d'exclusion, au dénominateur commun d'un point de vue identitaire et géographique. À ce titre, les idéologies actuelles du multiculturalisme et de l'interculturalité sont des façons habiles de faire jouer l'expression de la pluralité par le biais de la contrainte de l'État, avec comme ultime parade cette

forme de simulation qui fait de tout un chacun l'icône d'un « signe » ostentatoire ou d'une prétention à la normalité dans l'espace public. Cela se dit au Québec et fait l'objet de débats qui peuvent, pour certains, sembler interminables. Mais le Québec (si un tel lieu commun existe) n'a pas le monopole de ces discussions.

Partageons-nous au moins un espace commun, si ce n'est pour tromper l'ennui, tel qu'il est souvent décrété au sujet de l'impossible conjugaison des Québec et des Canada¹ ? L'ennui, le sentiment de perdre son temps, ne sont-ce pas des affects et des lieux communs exprimés par bien des Québécois, si l'on se mêle d'affirmer l'existence d'une culture canadienne ? Quant aux Canadiens (que nous restreignons, pour les besoins de la discussion, aux sujets hors Québec), ils considèrent souvent avec envie la culture québécoise sous la forme d'un espace communautaire intime et propice aux régressions que faciliterait un infantilisme identitaire. Que le cinéma québécois, par exemple, connaisse de nombreux succès à l'international (de Venise à Hollywood) ne peut que les surprendre. Quant aux Québécois, la suffisance qu'ils affichent peut être fort désagréable. Pour ces derniers, il est vaniteux de parler de cinéma canadien, de convoquer l'universalisme plat du canadianisme qui tient lieu de porte-drapeau... alors que la cinématographie canadienne est avant tout québécoise!

Bien que ce « dialogue de sourds » (Angenot) ne soit pas nécessairement la meilleure façon d'aborder le domaine des espaces contestés, il importe de noter que la conjugaison du singulier et de l'universel, en témoignent par exemple les nombreux succès du cinéma québécois à l'international, relève de la sphère des lieux communs, des stéréotypes. Il faut reconnaître à ce sujet que les loyautés conflictuelles que nous avons décrites² ne sont pas un exercice de bonne foi ! Si nous traitons de stéréotypes, puis de cet ennui entraperçu du Québec au sujet d'un canadianisme banal qui interdit même d'étudier le comparatisme des cultures québécoise et canadienne, faut-il y voir un malentendu, voire une ignorance béate ?

À ce sujet, il faut envisager, comme nous l'avons suggéré, l'existence de loyautés conflictuelles qui seraient en mesure, dans le domaine de la

-
1. Nous avons choisi ces expressions qui nous permettent d'interroger, de l'intérieur du discours national, les lieux communs du pluralisme qui sont autant d'espaces contestés.
 2. Harel, Simon. « Les loyautés conflictuelles de la littérature québécoise », dans *Québec Studies*: « Textes, territoires, traduction: (dé)localisations / dislocations de la littérature anglo-québécoise », n° 44, hiver 2007 / printemps 2008, p. 25-41.

culture et de ses expressions diverses, de faire entendre autre chose que le verbiage et l'ennui, qui est de mise sous la forme des politiques institutionnelles agréées, qu'il s'agisse du Canada ou du Québec. Envisageons un choix plus audacieux, l'expression d'un espace contesté propre aux relations Canada-Québec, puis la mise en scène de celui-là, sous la forme d'un domaine de sens qui ne négligerait pas pour autant l'acrimonie, la détestation, l'ignorance enfin assumée, à propos des uns et des autres, le refus de l'œcuménisme identitaire.

Bien évidemment, il n'y a rien à gagner d'un tel projet sur le plan politique. Cette proposition de travail, parce qu'elle appartient au champ de la culture, n'intéresse pas ceux qui manipulent la mémoire collective, qui font parler et intervenir les mouvements ouvriers et syndicaux, les avancées de la lutte des femmes, des Premières Nations. On ne fera pas des loyautés conflictuelles un programme politique, ni des espaces contestés une leçon de géographie.

Parler de cette manière, c'est bien sûr reconnaître le rôle d'une conversation que nous devrions, pour poursuivre la réflexion, promouvoir, cette fois, avec l'esprit de la *disputatio* rhétorique, c'est-à-dire de l'altercation, sous sa forme argumentative, entre des acteurs et des interlocuteurs qui font intervenir, comme Marc Angenot le note, un dialogue de sourds³. C'est ce que le spécialiste de la sociocritique suggère à propos des traités de l'argumentation et de leur idéal inavouable, d'une rationalité commune par le biais du dialogue, comme si la compréhension de l'autre, sous l'aspect d'une réversibilité communicationnelle sans entraves, traduisait dans le meilleur des cas une compréhension des enjeux discursifs de chacun. Cependant, les loyautés conflictuelles que nous mettons en valeur ne peuvent exprimer, en une culmination heureuse, le principe de cette prise de parole qui permet à tout un chacun de se faire comprendre, à tout le moins de se faire entendre. Si l'on reprend la figure des espaces contestés qui nous est chère, il faut envisager une parole qui est disqualifiée dès l'amorce de son énonciation. Les espaces contestés, ce sont en effet des frontières, mais qui prennent une forme perméable, comme si la culture du conflit était de mise. N'est-ce pas que le Québec, dans ses Lettres, ne cesse de parler du Canada, sans que ce dernier s'en aperçoive, de même que le Canada, dans sa formulation littéraire, inscrit, à la manière d'un refoulement originaire, cette place du Québec malaisée.

3. Angenot, Marc. *Dialogues de sourds. Traité de rhétorique antilogique*. Paris: Mille et une nuit, collection Essais, 2008.

À tenir ce discours, au sujet d'un comparatisme des Lettres québécoises et canadiennes, nous faisons preuve de bienveillance, comme s'il fallait accueillir l'Autre, lui faire une place au sein de « notre » territoire. Ce propos est intenable, car il met en relief la bonne foi qui, dans le domaine de la littérature, correspond de manière insipide à une hospitalité le plus souvent maladroite, mais aussi, pour d'autres raisons, teintée de mauvaises intentions. Qui nous dit qu'il nous faut aimer l'Autre, du moins sa représentation, telle qu'elle existe en une identité-miroir, celle de notre subjectivité que nous ne faisons que déployer, en une projection qui est l'expression de nos points de repère, de nos balises, de nos appartenances ? Quand nous parlons de l'autre, ne parlons-nous pas, en définitive, de nous-mêmes ? N'y a-t-il pas, autour de ces questions, un éloge d'autrui qui favorise, dans le domaine de la critique littéraire, sur ces questions du multiculturalisme et de l'interculturalité, une naïveté empreinte de suffisance ? Il suffirait de lire l'Autre, de le comprendre, de se mettre en scène dans le récit de l'Autre, pour que ce dernier, enfin, acquière droit de cité ?

À l'encontre de ce point de vue inutilement euphorique qui classe les formes mineures de l'hybridité, ce sont les espaces contestés de la culture qui nous mobilisent. Nous insistons sur la forme pratique d'une méthodologie de la recherche qui pourrait rendre compte de l'exclusion et de la pauvreté. Pour les chercheurs rassemblés dans ce volume collectif, il importait de proposer des perspectives de recherche qui échappaient au canon, qu'il s'agisse des lettres québécoises ou canadiennes. On sait la complaisance avec laquelle certains thèmes sont choisis par les chercheurs pour décrire des motifs idéologiques en quelque sorte institutionnalisés. Ainsi, les recherches sur le Nord, les Premières Nations, de même que les travaux qui traitent des aspects géopoétiques du paysage canadien, de l'importance, dans le domaine du discours, des questions environnementales sont quelques exemples de ces thèmes. Nous avons sous les yeux une nomenclature de sujets de recherche qui, certes, sont intéressants, mais obéissent à une présupposition qui, sous le couvert de la bonne entente, à une forme de compréhension à notre avis naïve des réalités canadiennes et québécoises, pour lesquelles les énoncés vertueux sont une forme de discours caritatif. Dans ces travaux de critique littéraire, dont on peut extraire le mythe d'une canadienité et d'une québécoisité ouvertes à l'hybridité, c'est la mise à l'écart de toute forme de logique sociale, dès lors qu'elle est vécue sous les aspects de la contrainte et de la coercition, qui est constatée.

Il est facile en effet de passer les œuvres littéraires du corpus canadien à la moulinette des études coloniales, des *Queer Studies*, des études féministes de la troisième vague. Ces propos, certes pertinents, ignorent bien souvent les déterminants de relations de classe, d'exclusion, tels qu'ils se manifestent sous l'aspect de la précarité sociale dans ces corpus. Il faut donc interroger le retour du politique, mais aussi son impensé, dans ces œuvres qui, à l'ère de la modernité tardive, se contentent de disséquer des sujets chez qui on remet en question l'identité. Les lieux communs que sont le parcellaire, l'intime, l'infinitésimal, l'hybride tiennent lieu, sous l'aspect de nouveaux garants, de la logique post-identitaire.

Nous vivons donc une situation malaisée, dans la mesure où les corpus qui nous intéressent, les littératures québécoise et canadienne reposent sur des discours divergents quoique cette différence, à y regarder de plus près, soit fondée de manière assez convaincante d'ailleurs par des imaginaires qui se veulent à tout prix récalcitrants, ignorants l'un de l'autre, alors que, dans les faits, le territoire comme enjeu de ces loyautés conflictuelles est un enjeu partagé. Au cœur de ces discours divergents qu'on voudrait mettre en place, on retrouve le multiculturalisme, aujourd'hui bien démodé chez les intellectuels, ou l'interculturalisme chez les Québécois, qui ressemble souvent à une singularité identitaire pointilleuse, comme si cet interculturalisme, au-delà de sa définition précise proposée notamment par un Gérard Bouchard, s'avérait, dans les faits, une forme d'instrumentalisation de la vie commune sous le couvert de la diversité.

Pourtant, des chercheurs se rassemblent, en témoigne notre ouvrage. Ces chercheurs et ces universitaires travaillent des objets communs, dans la mesure où ils ont comme volonté d'étudier la formation et la construction de l'espace, des corpus qui, dans divers domaines du savoir, permettent de saisir l'exigence d'une interdisciplinarité au travail. Nous sommes de nouveau au cœur du monde de l'université, dans ces espaces contestés de la culture, comme si l'université, ce domaine qui se veut transcendant, s'était transformée sans que nous le percevions en donjon, ce qui nous métamorphose, de manière assez pathétique, moins en intellectuels qu'en tunneliers. Au cœur de ces récits d'espace dans les domaines québécois et canadien, nous sommes à la poursuite de refoulements, d'histoires secrètes, en somme tout ce qui constitue un roman familial qui, pour les intellectuels canadiens et québécois, se vit sous la forme de la mésestente ou, tout simplement, de la méconnaissance de la langue et de la culture de l'autre.

INTRODUCTION

L'interrogation du conflit spatialisé

ROXANNE RIMSTEAD ET DOMENICO A. BENEVENTI

Université de Sherbrooke

Traduit par Natacha Dagenais et Catherine Browne

L'incapacité de trouver des projets sociaux communs et des raisons communes de contester provient des limites imposées à l'imagination, à la solidarité, à l'action politique et au conflit, limites qui sont enracinées dans nos pensées, dans nos pratiques, et dans nos espaces concrets et incarnés. David Harvey souligne dans *Spaces of Hope* (2000) que la réflexion sur l'espace, et sur la possibilité de produire des espaces alternatifs ou d'utiliser autrement l'espace dans le présent ou dans l'avenir, est partiellement circonscrite par la performance d'anciennes notions de l'espace. « L'incapacité de trouver "un optimisme de l'intellect" qui permettrait d'explorer les solutions possibles est devenue l'un des principaux obstacles à l'action politique progressiste » (17; trad. libre). Les textes du présent ouvrage collectif témoignent d'un engagement social à différents degrés, et cherchent à introduire un certain « optimisme » dans les pratiques de la lecture en se penchant sur des espaces à la fois contestés et conflictuels qui ont souvent été naturalisés, oubliés, inaperçus ou non entendus dans les études littéraires et culturelles du Québec et du Canada. Malgré le « tournant spatial » (Soja 2010) de la théorisation à travers les disciplines dans les années 1990, plusieurs de ces espaces sont négligés depuis quarante ou cinquante ans, ou plus, dans notre propre discipline.

Notre corpus comprend les espaces de représentation dans les romans, les nouvelles, les autobiographies et le journalisme, ainsi que dans d'autres types de performance qui ne sont pas circonscrits par la textualité (dont le théâtre, la mémoire populaire, l'activisme urbain, la traduction, la

culture de la rue et le *slumming*¹). Ainsi, ce corpus met l'accent sur des espaces qui sont visuels, architecturaux, incarnés, performés et vécus plutôt que tout simplement textuels. Certains articles constituent des tentatives engagées de relire les géographies matérielles de l'exclusion économique et de classe en regard de questions postcoloniales, féministes, multiculturelles et globales, alors que d'autres se consacrent plutôt à l'analyse des espaces de représentation du point de vue de la représentation et non en premier lieu en tant que sites de reproduction sociale.

Plusieurs auteurs analysent également avec acuité la présence des sujets incarnés dans les espaces physiques et la manière dont ils sont fixés par l'imaginaire et le discours. En effet, si les populations examinées dans cet ouvrage sont exposées aux éléments et aux discours sociaux qui cherchent à les effacer, c'est souvent sur leurs corps mêmes que s'inscrit la vulnérabilité de leur position. En présentant des analyses d'espaces contestés à travers la production d'espaces symboliques et discursifs et à travers les espaces vécus et concrets, nous proposons un projet de relecture oppositionnel qui contribue à la lutte pour l'espace.

Dans la présente collection, nous examinons le profond enchevêtrement de l'espace et du pouvoir dans les paysages locaux, dans les vies individuelles, et sur les scènes nationale et mondiale. Les luttes pour l'espace marquent et définissent les subjectivités incarnées du soi et de l'autre, ainsi que les espaces matériels et imaginés. Nous cherchons également à dépasser les barrières linguistiques, les frontières nationales, les catégories conceptuelles, les communautés et les silences, afin de relire des textes et des auteurs canoniques tout en écoutant de nouvelles voix et en captant des performances d'espaces contestés qui sont nouvellement reconnues ou inscrites dans la mémoire collective. Le pluralisme ici n'est ni idéalisé ni harmonieux, mais plutôt épineux et conflictuel. Les espaces de contestation impliquent le désaccord, le débat, les divergences d'opinions et la non-convergence au sein et au-delà de la nation, par opposition à l'idéal du pluralisme multiculturel comme diversité harmonieuse et différence à célébrer (Eva Mackey).

Cependant, la connotation négative des mots « conflit », « dispute », « désaccord », « débat », « divergence », « non-convergence », etc., ne peut enfermer notre étude dans une notion de fragmentation comme étant une forme d'impasse, car ces lieux de contestation sont des lieux où les différences sont mises de l'avant, négociées, performées, inscrites dans la mémoire et exposées, où elles font l'objet de luttes, et auxquelles on

1. Au sujet de ce terme, voir la note 2, p. 65.

survit. Ce que l'on espère, c'est que le fait de connaître le conflit soit un moyen viable de vivre ce conflit de façon plus progressiste.

Les réflexions sur les espaces contestés dans ce volume portent surtout sur les littératures et les cultures québécoises et canadiennes ; on y trouve aussi quelques échappées vers les Amériques, notamment dans les articles sur la vie dans la rue au Brésil et dans le sillage de l'ouragan Katrina à La Nouvelle-Orléans. Notre objectif a été de décoder la spatialisation du pouvoir et le pouvoir de la spatialisation dans les représentations littéraires et populaires des sujets de la classe ouvrière, des domestiques, des sans-abri, des sujets migrants déplacés et déclassés, des femmes pauvres ou qui l'ont déjà été, des prostituées, des protestataires, des sans-emploi et des activistes, sans compter les francophones submergés dans la mer de la culture anglophone. Il est sans doute paradoxal que dans l'un des plus grands pays au monde, avec l'une des plus faibles densités de population, l'espace soit si contesté dans nos littératures, et que certains conflits soient devenus invisibles par la naturalisation du pouvoir spatialisé. Bien que les études postcoloniales et autochtones aient mis à jour la violence spatialisée du colonialisme de peuplement qui a envahi le territoire, relativement peu d'études littéraires font la lumière sur les classes sociales, le statut social et le capital comme formes sous-jacentes du pouvoir spatialisé au Canada. Et c'est précisément pour cette raison qu'il est si important d'apprendre à lire l'espace autrement afin de revisiter les espaces contestés et de donner un sens aux luttes qui ont lieu en continu autour de la production de ces espaces.

La lecture des espaces contestés rend le conflit spatialisé plus visible et plus cohérent. Ce volume cherche à démasquer les relations de pouvoir responsables de la production et de la reproduction de l'espace à travers une analyse des espaces urbains contestés, des performances, des contre-récits et de la culture d'en bas (et ce, d'autant plus que les performances et les récits eux-mêmes représentent l'espace de ce point de vue), et cherche aussi à souligner le fait que les hiérarchies sociales, les discours et les espaces vécus sont souvent inextricablement liés, et que, par conséquent, la contestation d'un espace mène souvent à la contestation d'un autre. Les dix-huit articles réunis dans le présent volume sont groupés en fonction du vecteur de sens qui les oriente – l'espace urbain contesté, la théâtralité de l'espace contesté, les contre-récits, ou la culture d'en bas –, mais ces vecteurs se retrouvent tout au long de l'ouvrage.

Pour lire les espaces contestés, il faut tenir compte des récits qui nous disent qui a droit à l'espace ; qui souhaite protester contre ces

appropriations ; de quelle façon le conflit spatial est vécu, inscrit dans la mémoire et mis en œuvre ; de quelle façon l'espace est ressenti par les personnes qui sont confinées, exclues, surveillées ou effacées ; et comment l'espace en vient, avec le temps, à porter l'empreinte à la fois des possibilités de l'avenir et des histoires du passé. De plus, les espaces concrets, symboliques et sociaux peuvent être vécus différemment par de multiples sujets à divers moments selon leur statut social, leurs racines culturelles et leurs perceptions. En effet, l'espace n'est pas seulement un lieu vide qui peut être revendiqué et occupé différemment par chaque sujet. Il est lui-même produit de façon différente par diverses pratiques, significations et relations sociales portées par des sujets différents ou par les mêmes sujets au fil du temps. Henri Lefebvre nous rappelle que « de cet espace, on dut dire qu'il implique, contient et dissimule des rapports sociaux. Bien que ce ne soit pas une chose, mais un ensemble de relations entre les choses (objets et produits) » (Lefebvre 100).

Or, l'espace (social) n'est pas une chose parmi les choses, un produit quelconque parmi les produits ; il enveloppe les choses produites, il comprend leurs relations dans leur coexistence et leur simultanéité : ordre (relatif) et/ou désordre (relatif). Il résulte d'une suite et d'un ensemble d'opérations, et ne peut se réduire à un simple objet. Pourtant, il n'a rien d'une fiction, d'une irréalité ou « idéalité » comparable à celle d'un signe, d'une représentation, d'une idée, d'un rêve. Effet d'actions passées, il permet des actions, en suggère ou en interdit. (Lefebvre 88-89)

Si l'espace est un processus (et qui plus est un processus relationnel), la mobilité est alors un facteur clé dans l'analyse de la façon dont les sujets occupent l'espace au fil du temps. On pourrait néanmoins soutenir que notre obsession actuelle de la mobilité et de la fluidité (Zygmunt Bauman, Arjun Appadurai, Manuel Castells, Marc Augé) comme marqueurs de la complexité de l'espace-temps et des flux urbains au sein de la modernité et de la postmodernité masque en fait la contrainte et le manque d'options vécus par beaucoup de sujets minoritaires. Comme le montrent les chapitres de Chanady, de Rimstead et de Charlemaïne, l'absence de mobilité témoigne souvent des possibilités limitées ou même de la perception limitée des possibilités futures qui sont le lot des gens exerçant peu de pouvoir spatial dans un système social donné. Mais, paradoxalement, la mobilité peut aussi témoigner d'une faible capacité d'agir (*agency*), car pour certaines parties de la population (itinérants, enfants de la rue, prostituées, etc.), une trop grande visibilité urbaine peut signifier danger, violence ou arrestation. Les chapitres de Harel, de Beneventi, de Walty et de Boisclair examinent le sens de la contestation

dans les vies et les représentations des itinérants lorsque l'itinérance met les sujets en conflit avec les autorités de la ville et de l'État et redéfinit les espaces publics occupés au Canada et au Brésil.

Les espaces d'en bas sont caractérisés à la fois par la mobilité et par l'enfermement, mais pour les auteurs du présent ouvrage, ils sont, avant tout, contestés et ambivalents. La cartographie des espaces linguistiques vient compliquer le processus et le langage de la contestation : c'est ce que démontrent le *Border Crossing*, l'emprunt, la liminalité et l'appropriation (au sens, surtout, d'une appartenance et d'une négociation des espaces linguistiques), comme l'indiquent Simon, Ladouceur, Côté et Leroux. La performance de l'espace entraîne souvent une hypersensibilité à la langue et à son rôle dans la localisation et la délocalisation des sujets. En outre, l'aspect temporel de l'espace (ou de l'espace-temps) complique la production et l'expérience de l'espace à travers la mémoire culturelle et les projections vers le futur. Superposés comme dans un palimpseste, les utilisations passées de l'espace et le désir d'un changement ou même d'une révolution à venir dans l'espace peuvent être limités, dans le présent, par les utilisations hégémoniques de l'espace. Comme le souligne Harvey, les espaces de l'espoir peuvent être entravés par la performance de notions plus anciennes de l'espace. Les préférences de la mémoire et les idées figées concernant les possibilités de l'avenir dominant trop souvent nos pratiques spatiales actuelles et nos projets de reconquête de l'espace. Dans le présent ouvrage, c'est ce que soutiennent respectivement Ireland, Rifkind, Filewod et Shek concernant l'extension temporelle, la mémoire nationale, le théâtre d'opposition et un roman prolétarien. Bref, une fois de plus, bien que les théories de la mobilité spatiale insistent sur le changement, la mutabilité et le processus, de nombreux sujets sont pris dans un espace-temps qui les confine et les contient de façon complexe.

Les espaces contestés sont ces pratiques spatiales avec lesquelles nous sommes en lutte en même temps que nous les construisons et que nous les performons. Comme l'implique la notion de lutte, la contestation vient de positions diverses, peut-être même opposées, qui peuvent être, mais ne sont pas toujours, révolutionnaires, progressistes, ou oppositionnelles aux groupes dominants ou à l'hégémonie. Par exemple, dans la société occidentale, les autorités municipales ont, depuis quelque temps, déclaré la guerre aux itinérants dans les parcs, les centres commerciaux, les gares et d'autres espaces publics en adoptant des règlements sur la sécurité dans les rues et d'autres formes de répression et de surveillance policière qui sont généralement bien accueillies par le public conventionnel et la classe moyenne. Comme le souligne Rosalyn Deutsche dans

Evictions: Art and Spatial Politics (1996), la version hégémonique de l'usage d'un espace public en tant que parc, c'est-à-dire l'usage à des fins récréatives, définit le bien public selon les intérêts de sujets propriétaires qui ont déjà un endroit où poser la tête, mais ont besoin d'un espace pour leurs loisirs. Rejeter les sujets sans-abri et sans propriété revendiquant la possibilité d'utiliser ces espaces publics comme havres, lieux de repos ou terrains de camping non récréatifs (que l'on songe aux villages de tentes créés par le besoin ou, dans le cas du mouvement *Occupy*, pour exprimer la protestation sociale), c'est avoir recours à des moyens hégémoniques de définir l'espace public et le bien public et de remettre en question les pratiques spatiales des Autres dans la ville. La mise en scène de l'emploi harmonieux de l'espace public, fondé sur le silence imposé aux Autres et la négation des usages autres de l'espace, supprime le spectacle et même l'idée d'un conflit portant sur l'espace. Deutsche soutient que le conflit autour de la question de l'espace public n'est pas une menace, mais un moyen fondamental de créer cet espace.

La contestation de l'utilisation de l'espace ne vient pas toujours d'en bas, mais fait partie d'une lutte continue entre la culture hégémonique et les subalternes ou les sous-cultures émergentes et les pratiques contre-culturelles. La contestation se situe également dans la constitution et la négociation de ces mêmes positions et n'implique pas toujours un système binaire. Selon le système de pouvoir qui régit un espace donné, la façon dont on conteste cette domination peut occasionner des luttes complexes portant sur l'organisation de l'espace en fonction des inégalités basées sur la « race », le genre ou la classe sociale ; les espaces urbains, ruraux, ou para-urbains ; les espaces symboliques, incarnés, ou concrets ; et ainsi de suite. De plus, puisque la contestation ne s'affiche pas toujours ouvertement et n'est pas toujours ce qu'elle dit être, il est souvent nécessaire de décoder les espaces contestés afin de rendre plus visibles les modalités et les conséquences de la lutte, de sauver la contestation de l'oubli organisé, de comprendre son sens politique et de mettre en contexte les questions spatiales en jeu.

Lorsque Henri Lefebvre a fait la distinction entre les espaces représentationnels (espaces vécus de l'architecture et des infrastructures) et les espaces de représentation (notions écrites et performées de l'espace), il a insisté sur le rôle hégémonique des espaces de représentation dans la reproduction des espaces représentationnels. Selon Lefebvre, les formes vécues et textuelles de l'espace agissent de concert pour produire un espace visible dans ses formes tant concrète que symbolique, tout en travaillant également de façon hégémonique à masquer la structure de pouvoir qui

sous-tend les relations de production. Ainsi, on mettra de l'avant les récits bourgeois de l'espace (l'espace récréatif des parcs ou les espaces du spectacle urbain dont parle Guy Debord) tout en cachant les travailleurs qui les produisent (les jardiniers et les paysagistes qui entretiennent et construisent l'illusion de l'espace naturel et des parcs) ou les récits alternatifs de l'utilisation de l'espace (les sans-abri et leur besoin de dormir sur les bancs de parc ou d'ériger des villes-tentes en l'absence d'une distribution ordonnée ou juste de logements convenables et abordables).

Les récits de conflits spatialisés dévoilent souvent une logique sociale complexe et contingente sur le plan historique; selon cette logique, certaines utilisations de l'espace sont cachées, d'autres ont une visibilité publique et sont valorisées (Lefebvre). Ce qui fait l'originalité de la présente collection d'essais sur l'espace contesté des performances culturelles, c'est la réinsertion de la logique sociale tant des classes que de la pauvreté comme ensemble de pratiques important pour l'analyse de qui domine l'espace (qu'il s'agisse par exemple de logement, d'espace visuel, d'espace discursif ou de l'espace de la mémoire publique) et pour l'analyse des limites de l'espace au niveau de la pensée et des actes. Depuis quelque temps, les espaces organisés en fonction des inégalités de classe et des identités de classe ont laissé la place à d'autres systèmes de pouvoir dans le discours littéraire, notamment les pratiques axées sur le genre, l'ethnie ou l'urbanité, au lieu d'être présents en même temps que ces pratiques comme processus inextricablement liés ou réciproques de production de l'espace au sein d'une nation capitaliste ou du marché mondial. Lorsque la marge est devenue le paradigme dominant pour expliquer l'exclusion spatiale dans les années 1980 et 1990, elle a le plus souvent remplacé la hiérarchie sociale des classes, jugée trop essentialiste ou simpliste pour être pertinente à l'époque « post-marxiste ». L'analyse de l'espace dans les textes littéraires, même lorsqu'elle met en relief les sujets minoritaires, a trop souvent effacé les dynamiques et l'exploitation de classe comme élément du processus de la production sociale. La normalisation des différences de classe et des espaces du capital au sein de l'analyse littéraire et des études culturelles au Québec et au Canada s'est installée comme méthode hégémonique d'analyse de l'espace: la domination de l'espace par le capital semble normative même lorsqu'il s'agit de critiquer la domination en fonction de la « race », de l'origine ethnique, du genre ou du groupe linguistique.

Les espaces du capital sont visibles dans l'aménagement et la conception des maisons, des quartiers, des villes et des territoires (Harvey 2000). Même nos choix en matière de déplacement dans l'espace urbain

témoignent de stratégies et de tactiques de pouvoir, et ces choix s'inscrivent dans le cadre sous-jacent d'un « en haut » et d'un « en bas » (Michel de Certeau, Richard Sennett). Lorsque les priorités en matière de flux d'information, de technologie et de capital dans les villes contemporaines sont établies par les planificateurs urbains et les représentants de l'État (Castells), les sujets humains doivent rivaliser pour le sens et l'espace. En étant organisé en fonction du genre, de la « race » et des classes sociales, l'espace devient le lieu – ou le processus même – de conflits entre les corps, les cœurs et les esprits sur le sens de la ghettoïsation, de l'exploitation, du spectacle, et même de la survie et de l'héroïsme dans la lutte quotidienne pour habiter l'espace public et privé (Doreen Massey, Saskia Sassen). Les géographies du respect, de l'espoir et de l'exclusion s'inscrivent dans les espaces tant intérieurs qu'extérieurs : elles font partie de nos géographies intérieures et de nos luttes intérieures visant le sens, tout autant que de nos luttes matérielles avec les autres (Richard Sennett, David Sibley). Cependant, si nous ratissons trop large dans l'interprétation du conflit spatialisé, nos questions seront trop vastes, englobant en fin de compte tout ce qui touche la vie même. Pour cette raison, les articles du présent ouvrage traitent de l'espace contesté et des pratiques spatialisées de la contestation par le biais de sujets particuliers, abordés dans des contextes précis.

Pour légitimer ses idéologies, l'état capitaliste basé sur la colonisation de peuplement emploie des stratégies et des pratiques matérielles visant à définir le discours social et ceux qui peuvent participer à sa production. Si la normalisation et la codification des espaces publics créent le « bon » citoyen qui participe à la production et à la consommation du marché, elles produisent aussi en contrepartie la personne itinérante, criminelle, sans emploi, assistée sociale, migrante déclassée, prisonnière, prostituée, autochtone dépossédée, la personne autre en termes de « race » et de langue (Foucault). Dans l'analyse de l'écriture au Canada et au Québec, la matérialité et l'historicité de l'espace et la spatialité du conflit n'ont pas été examinées de façon aussi soutenue que les espaces de différence fondés sur l'ethnicité, la « race », la langue, l'urbanisation, le régionalisme ou la mondialisation. De même, les espaces matériels, concrets et vécus passent généralement au second plan dans la critique littéraire et culturelle par rapport aux espaces discursifs, symboliques ou performés. Même dans la relecture d'œuvres classiques, en particulier dans le contexte des études postcoloniales, urbaines et de genre, le conflit est perçu comme ayant lieu dans les espaces liminaux et poreux de sujets complexes. Vouloir lire la culture d'en bas, les contre-récits et les conflits ne signifie pas

essentialiser la position, mais plutôt aller plus loin dans la problématisation de la dimension politique de la spatialisation en lisant les sujets indisciplinés et leur contestation du pouvoir spatialisé à la fois dans les espaces créés par le capitalisme, et du point de vue des mobilités nationales, locales, transfrontalières et mondiales.

À la fin des années 1990, au moment où le discours théorique sur l'espace s'intensifie dans les lettres et les sciences humaines, la spécialiste en géographie humaine Doreen Massey s'inquiète de ce que la notion d'espace se vide de son potentiel politique, et ce, même chez les principaux théoriciens, à cause d'une dichotomie tacitement acceptée entre l'espace et le temps. Dans un essai important sur l'espace-temps, Massey soutient que l'espace est trop souvent représenté comme statique, quoique complexe, tandis que le temps est perçu comme le lieu de l'histoire et donc du changement. Le changement épistémologique proposé par Massey pour corriger ce postulat sous-jacent de l'espace statique par opposition au temps actif consiste à envisager l'espace-temps en termes de réciprocité plutôt que de dichotomie. En abordant les thèmes de la mémoire culturelle (Rifkind, Simon, Filewod), de la mémoire corporelle, du conflit spatial historicisé et des fractures urbaines, les chercheurs du présent volume s'intéressent à l'utilisation et à la production de l'espace au fil du temps et à travers celui-ci. Craig Ireland théorise la nécessité de l'extension dans le temps pour soutenir les contre-récits de la résistance spatiale. À l'exception d'Ireland, rares sont les auteurs du présent volume qui évoquent explicitement la notion d'espace-temps de Massey, mais l'importance accordée aux espaces mouvants et aux sujets mobiles, ainsi que la perception de l'espace comme processus plutôt que comme récipient ou comme vide, ouvrent de multiples possibilités en matière d'analyse de l'espace dont celle de résister et de créer de nouveaux espaces par la contestation, l'occupation, la mobilité et le conflit.

Le « tournant spatial » dans la critique littéraire québécoise et canadienne depuis les années 1990 fait partie d'un intérêt généralisé pour l'espace et la théorie spatiale à l'échelle internationale sous l'influence des études urbaines et de la géographie humaine et sociale de penseurs comme Henri Lefebvre, David Harvey, Michel Foucault, Michel de Certeau, Edward Soja, Doreen Massey, Elizabeth Grosz, Nigel Thrift, Derek Gregory, David Sibley, Richard Sennett et Saskia Sassen. Au Canada et au Québec, jusqu'ici, la plupart des études littéraires et culturelles ont mis l'accent non pas sur une analyse matérialiste, mais sur l'analyse des espaces imaginés ou commémorés et des flux de communication comme lieu d'émergence de l'identité urbaine (Straw; Nepveu et Marcotte; Edwards

et Ivison ; Ball ; Simon). D'autres chercheurs, s'investissant dans des critiques à caractère discursif, sémiotique, historique, ou issues du matérialisme culturel, ont proposé des lectures du régionalisme et du lieu (premières études de Wylie et Riegel, Ball, Viau, et Warley), de l'espace symbolique et intérieur (Schaub), de l'espace culturel (Cavell) et de l'espace transnational (Kamboureli, Dobson), ainsi que de nombreuses études sur l'espace postcolonial et l'espace et le genre (New, Sugars). Récemment, on a vu paraître quelques articles sur l'espace urbain contesté et la culture d'en bas (voir, par exemple, Kit Dobson sur le travail de la lutte [*struggle work*] à Toronto, Glenn Deer sur les cartographies asiatiques de Vancouver, Lianne Moyes sur l'écriture de la montagne à Montréal) sans oublier des œuvres sur la mise en scène de l'utilisation harmonieuse de l'espace public qui s'accomplit en réduisant au silence les utilisations autres).

Les premières études de la littérature québécoise ont souvent lu la ville d'un point de vue matérialiste sur une toile de fond comprenant à la fois le réalisme social et l'analyse sémiotique (Sirois, Shek). Au Québec, la critique des années 1980 s'oriente vers « l'écriture migrante » avec la visibilité et l'importance de plus en plus marquées d'un corpus comprenant notamment les œuvres d'Émile Ollivier, de Régine Robin, de Dany Laferrière et de Marco Micone. Ces auteurs ne se contentent pas de réfléchir à l'expérience immigrante : ils posent un regard critique sur les discours sur l'égalité, l'inclusion, et l'intégration sociale et économique des « autres » dans le modèle interculturel québécois de cohésion sociale et d'intégration. Au même moment, dans les années 1990, on voit monter l'intérêt pour les réalités urbaines dans la littérature québécoise et plus précisément pour Montréal à la veille de son 350^e anniversaire ; cet anniversaire suscite d'ailleurs la publication d'un ouvrage majeur : *Montréal imaginaire : ville et littérature* (1992). L'œuvre critique de Nepveu et Marcotte, et d'autres chercheurs dont Simon Harel, Benoît Melançon, Sherry Simon et Pierre Popovic, signalent le début d'une véritable explosion d'intérêt pour la ville dans toutes ses tensions socioculturelles et linguistiques, ses différences, ses ruptures et ses alliances improbables. Il suffit de se rappeler la polémique provoquée par l'inclusion de Mordecai Richler dans *Histoire de la littérature québécoise* (Michel Biron, François Dumont et Élisabeth Nardout-Lafarge, 2007) pour comprendre que le fait d'écrire Montréal et le Québec est contestataire par définition. Par ailleurs, une nouvelle forme de géocritique littéraire a pris de l'ampleur depuis environ dix ans, notamment dans les travaux de Christiane Lahaie, qui explore la relation entre les espaces réels et imaginaires sans toutefois avoir nécessairement pour but de formuler une critique sociale.

Originaires du Canada, du Québec, des États-Unis ou du Brésil, les auteurs de cette collection d'articles utilisent des stratégies matérialistes, pour lire l'espace et les conflits afin de dissiper un préjugé culturel omniprésent qui inscrit le culturel dans le discursif, rejette toute référence aux hiérarchies économiques et accorde un statut normatif à l'individualisme et au multiculturalisme harmonieux (Mackey) tout en dévalorisant la réflexion culturelle sur les conflits, les classes et les communautés. Ce qui ressort des anthologies sur la littérature et la critique multiculturelles publiées depuis vingt ans au Canada, c'est que la définition opérationnelle du pluralisme est fondée sur l'ethnicité et la « race », ne faisant allusion que de façon secondaire, ou pas du tout, à l'identité de classe et à l'hégémonie de la bourgeoisie – comme si le capitalisme était normatif et que toute tentative d'analyser la culture capitaliste devait nécessairement être réductionniste, ne pouvant être autre chose qu'économiste.

Si nous affirmons que notre analyse est matérialiste, cela ne signifie pourtant pas que nous nous concentrons uniquement ou même essentiellement sur les notions de classe, de capital et de statut, puisque moins du quart des articles abordent le capital ou le capitalisme en soi. Dans le présent volume, nous avons élargi l'idée traditionnelle du matérialisme, en tenant compte non seulement du matérialisme historique, mais aussi des matérialismes féministe, culturel, visuel et discursif (contre-récits et rhétorique critique), de la sémiotique matérialiste, et des matérialités de l'incarnation, de l'art public et des mouvements sociaux. Notre intérêt ne porte pas uniquement sur les classes sociales, le statut et le capital, même si plusieurs articles portent sur ces questions (Shek, Rimstead, Beneventi, Belkhir), mais aussi sur de nouvelles formes de matérialisme, par exemple, les pratiques spatiales du genre et de l'espace personnel (Boisclair, Beneventi, Filewod, Côté), le matérialisme culturel (Rifkind, Filewod, Rimstead), les matérialités urbaines et architecturales (Harel, Chanady, Breux, Simon), les matérialités et la politique visuelles (Leroux, Rimstead), les matérialités incarnées (Beneventi, Boisclair, Chanady), les matérialités discursives et le *Border Crossing* (Ladouceur, Côté, Leroux, Simon), l'espace racisé et ses conséquences matérielles (Belkhir et Charlemaine, Chanady, Côté). L'une des forces du présent ouvrage consiste justement à ne pas tenir les lectures de classe et du capital à l'écart des autres formes d'espaces et d'identités produites par la société. Plus précisément, nous souhaitons contester la ghettoïisation des questions associées aux classes dans la critique littéraire au Québec et au Canada.

Les auteurs de la présente collection évoquent parfois des théories établies de la production sociale de l'espace (Lefebvre, Harvey, Castells),

la dynamique sociale de l'espace incarné (Hall, Foucault, de Certeau, Sennett), et la nature indécidable, liminale, précaire et poreuse de l'espace (Bhabha, Massey, Sibley). Mais au-delà de toute école théorique particulière, ce sont surtout l'historicisation et la contextualisation des relations spatialisées et le rétablissement des voix et de la mémoire minoritaires qui assurent la rigueur et le grain des analyses. Autre caractéristique originale de cette collection, elle propose la discussion et l'analyse d'espaces canadiens et québécois qui, à ce jour, n'ont pas été examinés de façon approfondie dans les études littéraires et culturelles : asiles de nuit et « taudis », bidonvilles et ruelles urbaines, espaces de l'*underground* (contre-culture) et *peep-show*, parcs et lieux d'hébergement modestes des quartiers centraux des villes, mémoire nationale de la bourgeoisie, lieux de travail des prostituées et des servantes, subjectivité de la classe ouvrière, espace idéalisé du pluralisme multiculturel contrastant avec les espaces de différences vécus par les pauvres et la classe ouvrière, les groupes ethniques minoritaires, les groupes linguistiques, les femmes, les enfants et les activistes sociaux.

Bien que plusieurs études récentes sur l'espace dans la littérature fassent la distinction entre l'espace et le lieu (*space and place*), ce qui nous intéresse surtout, c'est la production sociale des sens associés à l'espace. Dans un survol qui fait autorité, Timothy Cresswell explique que le balancier continue son mouvement entre diverses écoles et tendances en géographie humaine et culturelle, dont chacune accorde la priorité à l'un ou l'autre (espace ou lieu) comme catégorie d'analyse. Il n'y a plus de consensus clair sur la distinction entre ces deux concepts changeants et poreux. C'est ainsi qu'à la fin des années 1990, de nombreux géographes commencent à privilégier le lieu, et non l'espace, comme catégorie d'analyse, mais ils élargissent la notion de lieu pour en faire un processus ou une façon de voir plutôt que tout simplement un endroit fixe, nommé ou cartographié. Pour certains géographes et philosophes, le « lieu » remplace intégralement le concept élaboré par Lefebvre de l'espace produit par la société. Pour d'autres, le « lieu » réintroduit ce qui est local et concret dans les interprétations d'un « espace » fluide et plus abstrait. Dans les pages qui suivent, cependant, nous utilisons une notion plus traditionnelle et plus limitée de l'espace : structures et lieux bâtis, topographiques, nommés, fixés ou « cartographiables », mais avec un sens symbolique et discursif au-delà du simple lieu (Harvey 2004 ; Cresswell).

L'espace, en particulier l'espace-temps, est plus souvent pertinent pour les auteurs du présent ouvrage parce qu'ils s'intéressent à la production sociale des espaces contestés, comme le laisse entendre notre

titre, tandis que le lieu est souvent plus pertinent pour toute discussion du régionalisme ou de la géopoétique, ou pour les analyses largement phénoménologiques (en bref, il s'agit d'analyses qui mettent en relief l'influence du lieu sur le sujet humain et la façon dont l'essence du sujet se révèle par le biais de pratiques de création, de marquage ou de cartographie des lieux). Les espaces contestés se révèlent plus fluides que les lieux : ils sont le processus des forces sociales en concurrence situées (et souvent cachées) derrière la désignation du lieu, qui devient « une “permanence” temporaire dans le courant de l'espace et du temps » (Cresswell dans Harvey 1996 ; trad. libre).

Enfin, la présente collection d'articles sur les espaces contestés représente un projet opportun pour regarder les espaces vécus et représentationnels « vus d'en bas », mais cela ne signifie pas qu'il y ait un espace intrinsèque en bas auquel nous aurions accès ou que nous devrions découvrir. Nous nous intéressons plutôt au fait que de nombreux sujets sont représentés de cette manière ou se positionnent en fonction d'une logique sociale qui produit, reproduit ou conteste les hiérarchies conçues selon les termes d'en haut et d'en bas. Les diverses relations de pouvoir qui ordonnent et produisent l'espace représentent souvent la valeur en termes d'en haut et d'en bas, selon des formes résiduelles (Williams) et des visions du monde basées sur le statut et le capital, c'est-à-dire des formes habituelles ou enracinées du pouvoir spatialisé. Évoquer la culture d'en bas ou vue d'en bas, c'est répondre au pouvoir de cette spatialisation comme moyen de représenter l'espace et au besoin à la fois d'exposer ces relations de pouvoir et de les constituer en problème au lieu de les naturaliser comme intrinsèques ou normatives.

La collection a été divisée en quatre sections afin de faire ressortir les méthodologies communes ainsi que l'étendue et les grands axes de notre corpus. La première partie porte sur les perceptions conflictuelles et les utilisations de l'espace urbain ; la deuxième examine les gestes théâtraux comme moyen de performer, de produire et de contester l'espace ; la troisième envisage les contre-récits comme étant essentiels à l'articulation et à la mémoire des conflits spatiaux ; enfin la quatrième cherche à lire la culture d'en bas comme lieu où l'espace vécu et l'espace imaginé sont produits différemment, à la fois par la résistance aux pratiques spatiales hégémoniques et par la complicité dans ces pratiques. La critique engagée de la littérature, de la performance, de l'espace urbain, du corps, de la langue et de la mémoire nationale est un moyen en soi de contester l'espace. Ainsi, le conflit n'est pas seulement l'objet de notre réflexion, mais se trouve aussi dans notre façon de voir et d'exposer cet objet de

connaissance dans le cadre d'une enquête comparative, interdisciplinaire et contestataire.

BIBLIOGRAPHIE

- Appadurai, Arjun. *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*. Minneapolis, Minnesota: University of Minnesota Press, 1996.
- Augé, Marc. *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*. Paris: Seuil, 1992.
- Ball, John, Robert Viau, et Linda Warley. « Writing Canadian Space/Écrire l'espace canadien ». *Études canadiennes*, numéro spécial. 23.1. 1998.
- Bauman, Zygmunt. *Liquid Modernity*. Cambridge, UK Malden, MA: Polity Press Blackwell, 2000.
- Bhabha, H. K. *Nation et Narration*. Londres et New York: Routledge, 1990.
- Biron, M. et Popovic, P. (dir.). *Écrire la pauvreté: Actes du VI^e Colloque international de sociocritique*. Toronto: Éditions du Gref, 1996.
- Biron, Michel, Élisabeth Nardout-Lafarge et François Dumont. *Histoire de la littérature québécoise*. Montréal: Boréal, 2010.
- Castells, Manuel. *City, Class, and Power*. New York: St. Martin's Press, 1978.
- Cavell, Richard. McLuhan in *Space: A Cultural Geography*. Toronto: University of Toronto Press, 2002.
- Debord, Guy. *La société du spectacle*. Paris: Gallimard, 1996.
- De Certeau, Michel. *L'invention du quotidien*. Paris: Gallimard, 1990.
- Deutsche, Rosalyn. *Evictions: Art and Spatial Politics*. Chicago (Illinois) et Cambridge, (Massachusetts): Graham Foundation for Advanced Studies in the Fine Arts MIT Press, 1996.
- Dobson, Kit. *Transnational Canadas: Anglo-Canadian Literature and Globalization*. Waterloo (Ontario): Wilfrid Laurier University Press, 2009.
- Edwards, Justin D, et Douglas Ivison. *Downtown Canada: Writing Canadian Cities*. Toronto: University of Toronto Press, 2005.
- Foucault, M. *Surveiller et punir: Naissance de la prison*. Paris: Gallimard, 1993.
- _____. *Histoire de la folie à l'âge classique*. Paris: Gallimard, 1976.
- _____. *Histoire de la sexualité, tome 1: La Volonté de savoir*. Vintage Books, 1973.
- _____. « Des espaces autres ». *Dits et écrits*. Tome 2: 1976 – 1988. Paris: Gallimard, 2001.
- Gregory, Derek. *Geographical Imaginations*. Cambridge, MA: Blackwell, 1994.
- Grosz, E. A. *Volatile Bodies: Toward a Corporeal Feminism*. Bloomington: Indiana University Press, 1994.

- _____. *Space, Time and Perversion: Essays on the Politics of Bodies*. Londres: Routledge, 1995.
- Harel, Simon. *Espaces en perdition I et II*. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 2007 et 2008.
- Harvey, David. *Spaces of Hope*. Berkeley: University of California Press, 2000.
- Kamboureli, Smaro. *Making a Difference: Canadian Multicultural Literature*. Toronto: Oxford University Press, 1996.
- Lahaie, Christiane. *Ces mondes brefs: Pour une géocritique de la nouvelle québécoise*. Québec: L'instant même, 2009.
- Lefebvre, Henri. *La production de l'espace*. Paris: Éditions Anthropos, 1974.
- Mackey, Eva. *The House of Difference: Cultural Politics and National Identity in Canada*. Toronto: University of Toronto Press, 2002.
- Massey, Doreen B. *Space, Place, and Gender*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1994.
- Melançon, Benoît et Pierre Popovic. *Montréal 1642-1992. Le grand passage*. Montréal: XYZ, 1994.
- Moyes, Lianne. « Writing the Montreal Mountain: Below the Thresholds at Which Visibility Begins ». *Canadian Literature* 192. Printemps 2007. 45-66.
- Nepveu, Pierre, et Gilles Marcotte. *Montréal imaginaire: ville et littérature*. Saint-Laurent, Québec: Fides, 1992.
- New, William H. *A History of Canadian Literature*. New York: New Amsterdam Books, 1989.
- _____. *Land Sliding: Imagining Space, Presence, and Power in Canadian Writing*. Toronto: University of Toronto Press, 1997.
- Pile, Steve, et N. J. Thrift. *Mapping the Subject: Geographies of Cultural Transformation*. Londres et New York: Routledge, 1995.
- Sassen, Saskia. *Globalization and Its Discontents*. New York: New Press, 1998.
- Schaub, Danielle. (dir.) *Mapping Canadian Cultural Space: Essays on Canadian Literature*. Jérusalem: Magnes Press, 2000.
- Sennett, Richard. *The Conscience of the Eye: The Design and Social Life of Cities*. New York: Knopf, 1990.
- _____. *Flesh and Stone: The Body and the City in Western Civilization*. New York: W.W. Norton, 1994.
- Sibley, David. *Outsiders in Urban Societies*. Oxford: B. Blackwell, 1981.
- _____. *Geographies of Exclusion: Society and Difference in the West*. Londres et New York: Routledge, 1995.
- Simon, Sherry. *Fictions de l'identitaire au Québec*. Montréal: XYZ, 1991.
- _____. *Cities in Translation: Intersections of Language and Memory*. New York: Routledge, 2012.
- Sirois, Antoine. *Montréal dans le roman canadien*. Montréal: Didier, 1968.

- Shek, Ben Z. *Social Realism in the French-Canadian Novel*. Harvest House, 1977.
- Soja, Edward W. *Postmodern Geographies: The Reassertion of Space in Critical Social Theory*. Londres: Verso, 1989.
- _____. «La ville et la justice spatiale». *Justice et injustices spatiales*. (dir.) Bernard Bret, Philippe Gervais-Lambony, Claire Hancock, et coll. Paris: Presses universitaires de Paris Ouest, 2010. Traduit par Sophie Didier et Frédéric Dufaux. Web.
- Sugars, Cynthia. *Unsettled Remains: Canadian Literature and the Postcolonial Gothic*. Waterloo (Ontario): Wilfrid Laurier University Press, 2009.
- Straw, Will, et Sandra Kathleen Boutros. *Circulation and the City: Essays on Urban Culture*. Montréal: McGill-Queen's University Press, 2010.
- Thrift, N. J. *Spatial Formations*. Londres ; Thousand Oaks, Californie: Sage, 1996.
- _____. *Knowing Capitalism*. Londres ; Thousand Oaks, Californie: Sage, 2005.
- Williams, Raymond. *Marxism and Literature*. Londres et New York: Oxford University Press, 1977.
- _____. *The Country and the City*. Londres: Chatto and Windus, 1973.
- Wyile, Herb et Christian Riegel (dir.). *A Sense of Place: Re-evaluating Regionalism in Canadian and American Writing*. Edmonton: University of Alberta Press/ Textual Studies in Canada 9, 1998.

I

Perceptions conflictuelles des espaces urbains

